

**Nous exprimons notre indéfectible solidarité à Mme Idamange Yvonne; elle a choisi le bon camp : celui de la sagesse et de la fraternité.**

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**Date : le 8 février 2021**

Le Centre de Lutte contre l'Injustice et l'impunité – CLIIR a été sollicité pour communiquer la détresse et l'appel au secours des rescapés du génocide perpétré contre les tutsi au Rwanda en 1994, suite aux menaces, aux humiliations, aux assassinats et aux intimidations de toutes sortes orchestrés contre des citoyens rwandais courageux et honnêtes par quelques courtisans qui servent le régime totalitaire du FPR au Rwanda et dans la diaspora.

**Le message ci-après, a été transmis au Centre de Lutte contre l'Injustice et l'Impunité, pour publication, par un groupe important de rescapés tutsis. Ce message est publié fidèlement dans sa forme originale.**

« Cher Coordinateur du Centre de Lutte Contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda; Nous nous adressons à vous pour vous solliciter de communiquer à l'opinion publique rwandaise et internationale notre soutien à Madame Idamange Yvonne, rescapée du génocide perpétré contre les tutsi au Rwanda en 1994. Craignant pour nos vies et celles de nos proches, au Rwanda et ailleurs dans le monde, nous nous sommes résolus de faire appel au CLIIR pour exprimer nos sentiments et appeler les Rwandais de toutes ethnies et le monde à manifester leur solidarité à cette jeune compatriote en demandant au régime totalitaire du Rwanda d'adopter un comportement humain et d'apprendre à respecter les citoyens rwandais, la culture rwandaise et les droits de l'homme en général.

Il y a quelques jours seulement, une jeune citoyenne rwandaise, rescapée du génocide perpétré contre les tutsi, Mme Idamange Yvonne, témoin impuissante révoltée par l'irresponsabilité des dirigeants, la souffrance du peuple et les mauvais traitements lui infligés durant les mesures sanitaires inhumaines 2 imposées pour combattre le coronavirus (covid-19), a décidé d'exiger l'assouplissement de ces mesures et l'aide alimentaire aux citoyens affamés. En prenant des risques inouïs, elle a créé un blog destiné à lancer son cri d'alarme par des appels vidéos afin de rappeler à la raison les dirigeants concernés et insouciants en les informant que le peuple rwandais est fatigué et n'en peut plus. Mme Yvonne IDAMANGE a livré son message patriotique dans un discours poli et ferme. Son message a été très bien accueilli par les citoyens affamés et a été relayé par un grand nombre d'internautes partout au Rwanda et dans la diaspora rwandaise. Les rwandais de toutes ethnies et de toutes confessions religieuses se sont retrouvés dans le message de Mme Idamange et l'ont soutenu sans retenue. Ce 08 février 2021, plus de 162000 personnes avaient visité son blog portant son nom « IDAMANGE » lancé depuis le 31/01/2021.

Au lieu de tendre une oreille attentive et d'agir en conséquence, les propagandistes du gouvernement en place menés par le fameux calomniateur professionnel Tom Ndahiro, l'adversaire de la réconciliation nationale et chef de la Commission Nationale de lutte contre le génocide - CNLG, M. Jean Damascène Bizimana, ainsi que les medias proches du régime FPR, ont immédiatement attaqué et traîné dans la boue Mme Idamange Yvonne parce qu'elle compatit avec son peuple. Ces détracteurs l'ont qualifiée d'ennemie des programmes gouvernementaux et de négationniste du génocide auquel elle a survécu. Ils ne se sont pas arrêtés là mais sont allés plus loin encore en l'accusant d'adultère. Ils ont osé la décrire comme une laide femme dont la laideur acquise résulterait de ses liens avec des

négationnistes notoires (dont la liste, imaginée par les griots du régime, comprend des hutus et leurs complices tutsis). Elle est accusée d'être l'alliée des génocidaires et des ennemis du gouvernement qui sont censés l'instrumentaliser. Elle a été également accusée d'appeler à la désobéissance civile.

Mme Idamange Yvonne n'est pas la première victime de ce réseau de courtisans et de propagandistes du régime. Ce n'est pas la première fois qu'un tutsi rescapé du génocide est appelé négationniste du génocide par les proches du régime au pouvoir. Bien d'autres tutsis l'ont été avant elle et ont été soit tués, emprisonnés ou forcés de s'exiler. Nous pouvons citer entre autres : Mlle Diane Rwigara, Mme Adéline Rwigara, M. Deo Mushayidi, M. Callixte Sankara, M. Kizito Mihigo, Mme Espérance Mukashema, M. Aimable Karasira, 3 Monseigneur Smaragde Mbonyinge, feu Antoine Nyetera, les 37 signataires, de la lettre ouverte des rescapés tutsis publiée le 17 août 2020 et destinée à la presse, aux activistes des droits de l'homme et à la communauté internationale, etc. La liste est très longue. Cette campagne de deshumanisation des rescapés du génocide, qualifiés de pires négationnistes par les dirigeants et courtisans du régime totalitaire qui dirige le Rwanda, est une catastrophe sociale, politique et un signe de mépris du régime en place envers les droits fondamentaux des citoyens et envers le peuple rwandais. Pour planter un couteau aigu dans la plaie des rescapés tutsis, le régime de Kigali instrumentalise le CNLG et l'Association IBUKA entre autres associations des rescapés pris en otage par le régime totalitaire, dans ses manœuvres machiavéliques. Monter quelques dirigeants d'IBUKA contre les rescapés honnêtes et courageux a fini par réduire cette association en un banal bouclier pour PROTÉGER les criminels présumés d'actes de génocide et d'autres crimes dont le terrorisme international commis au Rwanda et au-delà des frontières nationales.

Des comportements qui caractérisent ces associations de rescapés tutsi utilisés comme des boucliers par quelques puissants malfaiteurs du régime FPR, sont : (1) le silence complice quand un tutsi rescapé du génocide est assassiné, emprisonné et/ou persécuté par les services de l'Etat ou par les équipes de tueurs à gage ; (2) la campagne de diabolisation et la propagande infernale déclenchées contre des chercheurs, des activistes, journalistes, avocats, des juges etc. qui s'intéressent aux questions concernant le rôle du FPR dans le génocide, les actes de génocide et d'autres crimes et violations des droits de l'homme ; (3) une absence totale de solidarité et de compassion envers un rescapé du génocide qui dénonce ou critique les manquements ou les crimes du régime FPR. Lorsqu'un rescapé tutsi s'engage à combattre le mal, appelle à la réconciliation interethnique et au pardon mutuel, ou refuse de soutenir le comportement criminel et les injustices cautionnées des dirigeants rwandais, il est immédiatement diabolisé, persécuté et sa vie et sa liberté peuvent être mises en péril en toute impunité.

Nous condamnons fermement ces comportements et cette complicité dans l'oppression et la souffrance du peuple rwandais, et demandons aux dirigeants de ces associations d'arrêter de traumatiser les rescapés du génocide en servant d'instruments de division du peuple rwandais en général et des rescapés tutsis en particulier. Il n'est pas encore trop tard pour revenir à la 4 raison, mais il pourrait bientôt être trop tard. La justice nationale et internationale pourrait les attendre dès la chute du régime FPR.

Nous exprimons notre indéfectible solidarité à Mme Idamange Yvonne et aux autres rescapés tutsis qui ont montré un grand patriotisme et de la compassion envers tous ces innocents et braves compatriotes victimes de ces oppresseurs du peuple rwandais. Nous l'encourageons à continuer son combat contre les injustices et sa détermination d'être la voix des sans-voix. Nous voulons lui témoigner notre soutien et lui confirmer qu'elle ne sera jamais seule dans cette marche vers la liberté du peuple rwandais. Nous affirmons que les criminels n'ont pas d'ethnie et que les bons compatriotes n'ont pas d'ethnie.

Les bons sont bons pour tous et les criminels sont mauvais pour tous. Elle a choisi le bon camp : celui de la sagesse et de la fraternité.

Nous appelons enfin le gouvernement rwandais à réfléchir et à se comporter comme un gouvernement respectueux du peuple et non comme un gouvernement pris en otage par des individus assoiffés de pouvoir et de richesses. Ces individus sont des irresponsables et n'ont aucune conscience de faire partie du peuple rwandais. Nous appelons le gouvernement rwandais à mettre fin aux campagnes d'intimidation, à la persécution et/ou à l'assassinat de citoyennes et de citoyens qui s'expriment librement pour le bien de tous.

Nous remercions le CLIIR pour la transmission de notre message à la presse et aux personnes de bonne volonté susceptibles de soutenir et de secourir Mme Idamange Yvonne qui est prête au sacrifice de sa vie pour son combat.»

**Pour le CLIIR, MATATA Joseph, Coordinateur (GSM: 0032/476701569)**

***CLIIR\* : Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda est une association de défense des droits humains basée en Belgique, créée le 18 août 1995. Ses membres sont des militants des droits humains de longue date. Certains ont été actifs au sein d'associations rwandaises de défense des droits humains et ont participé à l'enquête CLADHO/Kanyarwanda sur le génocide de 1994. Lorsqu'ils ont commencé à enquêter sur les crimes du régime rwandais actuel, ils ont subi des menaces et ont été contraints de s'exiler à l'étranger où ils poursuivent leur engagement en faveur des droits humain***